

LA DÉSINDUSTRIALISATION TUE

5 milliards d'euros prêtés à Renault qui annonce des licenciements en France et dans le monde!

La crise sanitaire du COVID-19 vient de démontrer à nouveau que la désindustrialisation tue. Elle tue, d'abord, les ouvriers qui en sont les premières victimes en étant condamnés au chômage, à la précarité, à la misère ; or chômage de masse est directement responsable de 20 000 morts chaque année en France d'après l'INSERM. La désindustrialisation tue également, en privant le pays des moyens de production nécessaires pour disposer des biens indispensables à la satisfaction des besoins de la population. Elle tue y compris dans notre France euro-désindustrialisée, empêchant lors des crises sanitaires la production rapide de masques, tests, respirateurs, médicaments et autres bonnes d'oxygène, sous le contrôle populaire.

5 milliards d'euros payés par le peuple... pour licencier et fermer des usines Renault

Un prêt de 5 milliards d'euros garantis par l'Etat cela signifie que toi, lecteur, contribuable, Macron t'engage à rembourser ce prêt si Renault ne le fait... y compris les intérêts dont va bénéficier la banque privée qui l'accorde. Cette garantie vient également au bilan de la dette de l'Etat.

De garantie, Renault n'en donne aucune et pour cause, le régime Macron n'en a imposé aucune, pas même de maintenir l'emploi et les usines en France. Pourtant 5 milliards d'euros c'est énormément d'argent, cela représente l'intégralité des salaires du 15 mars au 15 juin de 694 444 ouvriers qui seraient payés 2000 € net par mois. Rappelons que Renault ne compte que 180 000 salariés au total dans le monde dont un peut moins de 50 000 en France. Ce prêt de 5 milliards permettrait ainsi de fournir la trésorerie pour payer les salaires des employés de Renault en France durant... 41 mois soit 3 ans et demi ! Non, Renault ne manque pas d'argent et la crise du COVID-19 ne saurait justifier la suppression d'un seul emploi en France.

Tout en demandant ce prêt, le patronat de Renault, dont l'Etat est actionnaire, a déclaré

"Nous n'avons aucun tabou et nous n'excluons rien".

Suppression de 15 000 postes dans le monde dont un tiers en France!

C'est bien le plan de Renault: faire payer leur crise aux travailleurs en supprimant, notamment, 4 600 postes en France et en fermant l'usine de Choisy-le-Roi.

Après les annonces par voie de presse des fermetures des usines de Flins, Choisy, Dieppe et Caudan, les ouvriers de chez Renault n'ont pas hésité à se mobiliser, notamment avec une grève dure à la Fonderie de Bretagne. Les ardeurs de la multinationale et du gouvernement français ont alors été freinées. Il faut dire que gouvernement et grand patronat se savent totalement décrédibilisés après une gestion catastrophique de la crise sanitaire dans le prolongement du grand mouvement contre la casse des retraites. La colère gronde et ils craignent l'embrasement des luttes et une mobilisation générale pour une grande contreoffensive « tous ensemble et en même temps » du monde du travail.

Cela étant, bien que la direction aient été contrainte de reculer, Renault annonce des milliers de suppressions de postes et la fermeture de l'usine de Choisy, ainsi que de multitudes « restructurations » :

- A Flins ou 2600 ouvriers produisent la Renault Zoé électrique (et actuellement des masques) et la Nissan Micra.
- A la Fonderie de Bretagne à Caudan, 385 ouvriers au cœur de la production industrielle puisqu'ils fabriquent le cœur des automobiles (pièces en fonte de transmissions, moteurs et châssis)
- Dieppe, 386 ouvriers fabriquant l'Alpine A110.
- A Maubeuge et à Douai, parmi les plus grandes usines de Renault en France, où est annoncée la suppression de la production de 4 véhicules dont les historiques Scenic et Espace, au profit de soit disant véhicules électriques dont les prix de vente sont uniquement accessibles aux classes moyennes et supérieures. C'est le même projet qui avait été mis en oeuvre à Flins...

Mais Renault n'annonce évidemment pas de réduction de sa production, il s'agit en réalité d'un plan de délocalisation qui ne dit pas son nom. En 2019 Renault a produit 3 818 411 véhicules dont seulement 17.9% ont été produits en France, avec 8.5% de véhicules de moins assemblés en France par rapport à 2018 et, ce, alors que 35.6% des véhicules sont produits en zone eurasiennne. De fait, 2019 a été la dernière année de production sur le sol français du véhicule le plus vendu en France, la Clio. Celle-ci n'est désormais plus fabriquée... qu'en Turquie !

Nationalisation de Renault et de toutes les entreprises de l'industrie automobile française!

Ce nouveau scandale intervient par ailleurs à la suite de l'affaire Ghosn, où le PDG de Renault a été incarcéré au Japon en raison d'une enquête sur des détournements de fond : les vidéos de son anniversaire à Versailles payé par Renault, ont alors fait le tour du monde. Ce sont les mêmes qui disent maintenant que Renault doit faire 2 milliards d'euros d'économies et qu'il faudrait fermer des usines pour cela.

Plus de 4000 ouvriers sur le carreau et un pan stratégique supplémentaire de l'outil de production industriel qui va être détruit! Sauf si on se bat pour l'empêcher. Comme toujours, les communistes seront au premier rang de ce combat.

De fait l'outil industriel a été construit par les ouvriers, financé par leur travail. Il doit donc être nationalisé, sans indemnité et placé sous le contrôle des ouvriers. Si on peut garantir un prêt de 5 milliards à Renault, c'est que l'on peut construire immédiatement un grand Pôle public de l'industrie, moins coûteux et beaucoup plus efficace. Pôle public qui aura but de créer des synergies entre toutes les usines de l'industrie automobile (Renault, PSA...) équipementiers compris et de l'industrie métallurgique (Arcelor, Alstom...) en s'appuyant et en valorisant les spécificités de chaque entreprise. Ce n'est pas pour réduire les coûts et casser l'emploi, mais bien pour le garantir et le renforcer, en produisant pour le marché intérieur des voitures accessibles à tous, rompant avec la stratégie actuelle des entreprises automobiles françaises qui vise en premier lieu les couches moyennes et supérieures alors qu'ils devraient, au contraire, produire des

voitures en direction des classes populaires, garantissant des conditions de sécurité optimales, respectueuses de l'environnement et sans tout un tas de gadgets très coûteux, comme avait su le faire la grande entreprise qu'était Renault en produisant la mythique 4L, au début des années 60. Aussi, grâce aux coordinations que créeraient ce pôle public, cela permettrait également une grande diversification et reconversion de la production pour s'adapter aux enjeux actuels en fabricant trains, vélos, bus, tramways...

De plus, les administrations et services publics français seraient obligés de s'équiper en produits fabriqués par ce pôle public aux fins de garantir des débouchés à sa production.

Ce pôle public est donc indispensable pour l'avenir de Renault, de toute l'industrie automobile et de toute l'industrie tout court et pour faire simple, de tout notre pays et encore plus quand il s'agit de faire face souverainement à tous les défis du XXIe siècle.

Dégagez tous ensemble l'€uro-mondialisation capitaliste!

Les entreprises françaises et encore plus les travailleurs de ses usines, ont besoin de tout sauf de fusions avec d'autres multinationales (Renault/Nissan; PSA/Chrysler ou encore Alstom/Général électrique par exemple) qui ne sont que des opérations financières, visant à réduire les coûts et à toujours plus exploiter durement les travailleurs partout dans le monde.

Notre pays a au contraire besoin d'un pôle public industriel nationalisé tel que décrit plus haut, et ce dernier ne pourra se faire qu'en rupture totale avec les politiques menées actuellement. Contrairement à

ce qu'affirme la confédération de la CGT dans un texte signée avec la CFDT, FO, l'UNSA et le syndicat DGB Allemand, l'Union Européenne, l'€uro et le fumeux couple franco-allemand, ne sont pas la solution mais bien le problème! C'est bien la « concurrence libre et non faussée » promue par le dogme européen qui a permis à tout le grand capital industriel français de délocaliser la production dans les pays aux salaires de misère et où l'exploitation des ouvriers fait rage. Ce d'autant plus avec l'€uro, qui permet toujours plus de profit et une strangulation infernale de nos usines, nos emplois et de nos services publics.

Par conséquent, la reconstruction de notre industrie, pour produire ici et maintenant, voitures, acier, trains, médicaments, respirateurs, électroménagers... passera nécessairement par la sortie par la porte de gauche de l'Union Européenne et de son maudit €uro. C'est à ces conditions fondamentales que nous construirons ce grand pôle public industriel nationalisé sous direction ouvrière qui nous permettra d'en finir avec la surexploitation des classes laborieuses entraînant licenciements, chômage de masse, misère et autant de vies brisées.

Mais n'en doutons pas, *tous ensemble et même temps* contre le trio infernal Macron/MEDEF/Union européenne, nous balayerons les exploiters et imposerons nos choix. C'est d'ailleurs ce qu'ont démontré les ouvriers de Renault à Maubeuge rejoints par leurs camarades de Douai mais également de PSA, Toyota et de toute la population locale, pour une gigantesque manifestation unitaire et historique réunissant des milliers de personnes.

Ils sont le problème et nous la solution. Nous vaincrons!

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux